



**Ensemble Salariés du privé, de la fonction publique,
des services publics, chômeurs et retraités
Il faut se mobiliser, il faut agir !**

GREVE ET MANIFESTATION

Jeudi 18 octobre 2007

Les annonces du Président de la République et du gouvernement de ces dernières semaines sont sans ambiguïté. Il s'agit de faire passer « à marche forcée » la politique de réduction du coût du travail et des déficits publics exigée par l'Union européenne et de satisfaire les exigences du MEDEF.

Cette politique pénalise exclusivement ceux qui vivent de leur force de travail, qu'ils soient salariés du privé ou du public.

Les attaques contre les régimes spéciaux ont pour finalité de créer les conditions d'une offensive contre l'ensemble des régimes des retraites en 2008. elles ne régleront rien quant au financement et à la pérennisation des systèmes de retraite en France.


Il s'agit en s'attaquant d'abord aux régimes spéciaux de retraite, de monter les salariés les uns contre les autres, pour surtout préparer une dégradation généralisée des retraites. Il s'agit d'augmenter pour tous le nombre d'années de cotisations pour partir à la retraite (41 en 2012 conformément à la loi Fillon puis 42 et plus après).

Il s'agit aussi de refuser de prendre en compte la pénibilité croissante du travail pour de plus en plus de salariés du public comme du privé.

Il s'agit de mettre un terme au système de santé fondé sur la solidarité entre bien portants et malades et de mettre en place, en **introduisant les franchises, un système fondé sur le principe de l'assurance** individuelle et privée. Cette annonce de réforme en profondeur du système de santé est d'autant plus choquante qu'elle survient après l'annonce de la cour des comptes, d'un manque à gagner de **37 milliards d'€** pour le régime général de sécurité sociale en 2005, du fait des exonérations de cotisations sur certains revenus versés aux dirigeants d'entreprise.

Pendant ce temps, ce sont tous les salariés, les retraités, les privés d'emploi qui payent la facture !

Dans le secteur public :

- 
- **Dans la fonction publique, l'Etat** a programmé la suppression de 22 700 emplois dont la moitié dans l'Education Nationale, et le démantèlement des missions et statuts.
 - **La direction de la SNCF** annonce des fermetures de gares, une réorganisation du fret qui menace 7 000 emplois.
 - **La direction d'EDF-GDF** fixe à 1 sur 2 le remplacement des départs en retraite. 5 000 postes sont menacés de disparition.
 - **La direction de la RATP** annonce, pour le seul Métro, 500 emplois en moins entre 2008 et 2012 après la suppression de 900 emplois ces 4 dernières années sur l'ensemble de la RATP.
 - **A la Poste** dans les services courrier et les bureaux de poste à Paris c'est 1800 emplois en moins de 3 ans soit 12 % de l'effectif !

Dans le secteur privé :



- **L'emploi** stable et qualifié régresse ; à l'inverse, l'emploi précaire explose sous l'effet conjugué des politiques de sous-traitance et du recours à l'intérim.
- **Les salariés du privé** subissent une déqualification de leur emploi et leurs conséquences sur le niveau des salaires.
- **Les conditions de travail** s'aggravent soit par le biais de l'augmentation de la productivité, soit par les suppressions d'emplois.

Il s'agit d'organiser la mobilité, la précarité et les licenciements en modifiant le contrat de travail à durée indéterminée et en permettant aux patrons de licencier sans motif. La fusion annoncée ANPE/UNEDIC a pour finalité de faciliter ces objectifs. Elle met en cause le service public de l'emploi (ANPE) et la gestion paritaire du régime d'Assurance Chômage.

Il s'agit de poursuivre la politique de privatisation. Nous ne pouvons accepter la fusion GDF-Suez qui conduira à une augmentation du prix du gaz. De même que nous n'acceptons pas les privatisations rampantes à la SNCF et à la RATP, ni les licenciements et les fermetures d'entreprise.

Dans le même temps, les marges et bénéfices des grandes entreprises s'envolent : 100 milliards en 2006 par les 40 plus grandes entreprises françaises, redistribués entre des actionnaires et des grands dirigeants qui par ailleurs se rendent coupables comme à EADS de « délits d'initiés »

Ensemble, salariés du secteur privé, agents de la fonction publique et du secteur public... pour l'augmentation des salaires, la défense de l'emploi et des missions de service public, de la protection sociale et des retraites, il faut agir pour :

- **L'augmentation** des salaires, des pensions et des minima sociaux **le maintien** du SMIC, de l'emploi qualifié, des contrats de travail en CDI. Pour cela, nous exigeons l'ouverture, dans le public comme dans le privé, de négociations salariales.
- **Le maintien des régimes spéciaux de retraite** et des droits qui leurs sont attachés. Aucun allongement de la durée de cotisations.
- **L'Abrogation des mesures Balladur et Fillon**
- **Le maintien** de la retraite de base à 60 ans à taux plein pour tous,
- **Le maintien** d'un réel service public de l'emploi et du système d'assurance chômage et contre la fusion ANPE/UNEDIC,
- **La reconnaissance** du CDI comme le contrat de travail de référence et contre la précarité,
- **Le maintien de la Sécurité Sociale solidaire et égalitaire**, retrait des franchises, non à la TVA sociale,
- **L'annulation des suppressions de postes** dans le secteur public et la fonction publique, remplacement des départs en retraite et création des postes nécessaires
- **L'arrêt des licenciements dans le privé,**
- **Contre la recodification du code du travail**
- **Contre le projet de fusion des impôts et du trésor**